

N° 386.

FRANCE ET NORVÈGE

Convention au sujet du régime des
vins et spiritueux, signée à Paris le
23 avril 1921.

FRANCE AND NORWAY

Convention in the matter of wines
and spirits, signed at Paris, April
23, 1921.

No. 386. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET LA NORVÈGE AU SUJET DU RÉGIME DES VINS ET SPIRITUEUX, SIGNÉE A PARIS LE 23 AVRIL 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 21 février 1923.

En attendant que la Convention de commerce² signée à Paris le 13 janvier 1892 et prorogée, par tacite reconduction de trois en trois mois depuis le 10 septembre 1919, soit, à la suite des négociations en cours, remplacée par une nouvelle Convention commerciale, le GOUVERNEMENT NORVÉGIEN et le GOUVERNEMENT FRANÇAIS sont convenus des dispositions suivantes concernant le régime des spiritueux et des vins :

Article 1.

Le Gouvernement norvégien s'engage à permettre pendant la durée du présent arrangement, l'importation en fûts et en bouteilles, ainsi que le transport et la vente à l'intérieur des vins et des vins mousseux français d'une teneur d'alcool égale ou inférieure à 14° sans en limiter la consommation.

Le Gouvernement norvégien reconnaît que les dispositions de la législation française relative à la répression des fraudes sont de nature à donner aux consommateurs de vins et de vins mousseux français en Norvège les garanties d'ordre hygiénique nécessaires. Il s'engage, par conséquent, à adopter les certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels français comme preuve que les produits importés remplissent les conditions requises au point de vue hygiénique.

Les commis-voyageurs ou commerçants voyageant en Norvège pour le compte d'une maison française, pourront recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises, chez toute personne ou institution se livrant au commerce des vins en gros ou au détail.

Le Gouvernement norvégien s'engage à accorder aux vins français d'une teneur en alcool égale ou inférieure à 14° un traitement aussi favorable à tous points de vue que celui qui serait à l'avenir accordé à l'importation aux produits de même teneur en alcool, en provenance de tout autre pays, et en ce qui concerne le transport, la vente et la consommation, le traitement le plus favorable accordé, soit aux produits de même teneur en alcool en provenance d'autres pays que la France, soit aux bières contenant plus de 4°75 d'alcool, soit aux boissons de production nationale possédant une même teneur en alcool que les vins et vins mousseux français.

Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation, la vente, le transport et la consommation des vins et vins mousseux définis ci-dessus, le Gouvernement norvégien s'engage à permettre que les particuliers, ainsi que les restaurateurs et négociants en vins, puissent obtenir, pour leur consommation ou leur commerce, l'importation et le transport de toutes marques de vins et vins mousseux français, ci-dessus visés sans limitation de quantité.

Ces garanties du Gouvernement norvégien prévaudront, le cas échéant, contre toute réglementation locale qui serait de nature à y faire échec.

¹ Cette Convention est entrée en vigueur le jour de sa signature.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XVIII, page 122.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 386. — CONVENTION² BETWEEN FRANCE AND NORWAY IN THE MATTER OF WINES AND SPIRITS, SIGNED AT PARIS, APRIL 23, 1921.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 21, 1923.

Pending the substitution, as the result of negotiations now being pursued, of a new commercial Convention for the commercial Convention³ signed at Paris on January 13, 1892 and extended by tacit consent by successive periods of three months since September 10, 1919, the Norwegian Government and the French Government have agreed upon the following provisions concerning the wine and spirit trade.

Article 1.

The Norwegian Government undertakes, during the duration of the present agreement, to permit the importation in tuns and in bottles, and the transport and sale in the interior, of French wines and sparkling wines of alcoholic content equal to or less than 14° without limiting their consumption.

The Norwegian Government recognises that the provisions of French Legislation against fraudulent trade-marks are sufficient to furnish Norwegian consumers of French wines and sparkling wines with satisfactory guarantees from a health point of view. It therefore undertakes to accept the certificates of analysis issued by the French official laboratories as proof that the products imported fulfil the conditions required from a health point of view.

Commercial travellers or traders travelling in Norway for a French firm may take orders on sample or otherwise without actually transporting with them goods for sale, from any person or institution dealing wholesale or retail in wines.

The Norwegian Government undertakes to accord to French wines of alcoholic content equal to or less than 14° a treatment as favourable from every point of view as that which may in future be accorded to products of the same alcoholic content imported from any other country, and as regards transport, sale and consumption, the most favourable terms accorded either to products of the same alcoholic content coming from countries other than France, or to beers of more than 4.75° alcoholic content, or to beverages produced within the country of the same alcoholic content as French wines and sparkling wines.

Whatever regulations may be adopted in Norway for the importation, sale, transport and consumption of the above mentioned wines and sparkling wines, the Norwegian Government undertakes to allow private individuals, as well as restaurant proprietors, Hotel Keepers and wine merchants, to obtain for their consumption or the purposes of trade, the importation and transport of all brands of French wines and sparkling wines referred to above, to an unlimited extent.

These guarantees of the Norwegian Government shall, if necessary, prevail over any local regulations which may tend to hinder their application.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² This Convention came into force on the day of its signature.

³ British and Foreign State Papers, Vol. 84, page 110.

Article 2.

Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation, la production, la vente, le transport et la consommation des boissons fortement alcoolisées (alcools et vins forts), le Gouvernement norvégien s'engage à permettre, pendant la durée du présent arrangement, l'importation, le transport et la vente intérieure dans les conditions prévues ci-après pour les usages médicaux, techniques et scientifiques, des liquides alcooliques et des vins français de toutes sortes titrant plus de 14° d'alcool.

Le Gouvernement norvégien déclare admettre, soit dans la pharmacopée, soit comme médicament pour le traitement des animaux, les vins quelle que soit leur teneur d'alcool, les eaux-de-vie de vin, de cidre, de marc, de quetches, le rhum, le tafia, le genièvre et les alcools de bouche, sous réserve que ces produits seront accompagnés de certificats délivrés par les laboratoires officiels français établissant qu'ils satisfont aux prescriptions de la législation française et attestant, en outre, les appellations d'origine auxquelles ces produits peuvent avoir droit.

La composition des produits naturels visés au paragraphe précédent est garantie par le certificat d'analyse délivré par les laboratoires officiels français. La composition des produits visés au paragraphe précédent couverts par une marque de fabrique est garantie par une seule analyse, faite une fois pour toutes, par les laboratoires officiels français. Le certificat d'analyse sera envoyé au Ministre norvégien des finances et des douanes qui en prendra acte et donnera aux bureaux des douanes du Royaume les instructions autorisant l'importation ultérieure, pour la durée d'une année et sans qu'il soit besoin de certificats afférents à chaque expédition, des produits auxquels s'applique le certificat entériné.

La composition des produits, autres que ceux désignés ci-dessus, destinés à la pharmacopée et au traitement des animaux, ainsi qu'aux usages techniques ou scientifiques, sera garantie par un certificat d'analyse délivré par les laboratoires officiels français et, en cas d'absence de ce certificat, leur composition sera contrôlée, s'il y a lieu, par les autorités norvégiennes.

La liste des laboratoires officiels français chargés de la délivrance des certificats d'analyse ci-dessus visés et les modèles des dits certificats seront notifiés au Gouvernement norvégien par le Gouvernement français.

Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation des liquides alcooliques et des vins titrant plus de 14° d'alcool, le Gouvernement norvégien s'engage à veiller à ce que les personnes ou institutions autorisées à vendre de tels produits au public ou à en faire emploi dans leur industrie ou pour des usages pharmaceutiques, scientifiques ou techniques aient toujours le droit d'exiger la livraison des produits provenant des maisons françaises désignées par elles.

Les commis-voyageurs ou commerçants voyageant en Norvège pour le compte d'une maison française pourront recueillir les commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises, chez toute personne ou institution autorisée à vendre au public des liquides alcooliques et des vins titrant plus de 14° d'alcool, ou à en faire emploi dans son industrie (ou pour des usages pharmaceutiques, scientifiques ou techniques).

Cette dernière disposition sera appliquée, quel que soit le régime existant en Norvège pour l'importation et le commerce des liquides alcooliques et des vins titrant plus de 14° d'alcool.

Le Gouvernement norvégien s'engage à accorder aux liquides alcooliques et vins d'une teneur supérieure à 14° d'alcool importés de France un traitement aussi favorable à tous points de vue que celui qui serait appliqué aux produits de toute nature de même teneur alcoolique originaires de Norvège ou en provenance de tout autre pays.

Article 3.

Au bénéfice des articles 1 et 2 ci-dessus, le Gouvernement norvégien s'engage à ne pas établir pour les produits qui y sont visés (alcools, vins ou vins mousseux français) de prohibitions spéciales, de droits ou de surtaxes qui auraient pour but de comprimer les importations autorisées par les articles précédents.

Article 2.

Whatever regulations may be adopted in Norway for the importation, sale, transport and consumption of liquors of high alcoholic content (alcohols and strong wines) the Norwegian Government undertakes to permit, for the duration of the present agreement, the importation, transport and sale in the interior, under the conditions hereinafter stated, for medical, technical and scientific uses of alcoholic liquors and French wines of every sort of more than 14° alcoholic content.

The Norwegian Government declares that it will admit either under the pharmacopoeia or as medicine for veterinary purposes, wines, whatever may be their alcoholic content, spirits of wine, cider, marc, quetsch, rum, tafia, gin and alcohol for drinking purposes on condition that these products are accompanied by certificates issued by the official French laboratories, to the effect that they satisfy the requirements of French legislation and that, moreover, the designation of origin which these products are entitled to bear, are correct.

The composition of the natural products referred to in the preceding paragraph shall be guaranteed by a certificate of analysis issued by the French official laboratories. The composition of the products referred to in the preceding paragraph covered by a trade mark shall be guaranteed by a single analysis carried out once for all by the French official laboratories. The certificate of analysis shall be sent to the Norwegian Ministry of Finance and Customs which shall take note of these certificates and shall transmit instructions to the Customs Offices of the Kingdom authorising further importation, for a period of one year without further certificates being required for each separate consignment, of products to which the previously approved certificate applies.

The composition of products other than those referred to above for use under the pharmacopoeia or for veterinary purposes and for technical or scientific use, shall be guaranteed by a certificate of analysis issued by the French official laboratories and, failing such a certificate, their composition shall be analysed, if necessary, by the Norwegian Authorities.

The list of official French laboratories authorised to issue the above-mentioned, certificates of analysis and models of the said certificates shall be communicated to the Norwegian Government by the French Government.

Whatever regulations may be adopted in Norway for the importation of alcoholic liquors and wines of more than 14° alcoholic content, the Norwegian Government undertakes to guarantee to individuals or institutions authorised to sell such products to the public or to employ them for industrial or pharmaceutical, scientific or technical purposes, the right at any time to demand the delivery of products coming from any French firms they may designate.

Commercial travellers or traders travelling in Norway for a French firm, may book orders on sample or otherwise — without however carrying with them any goods for sale — from any individual or institution authorised to sell alcoholic liquors and wines of more than 14° alcoholic content to the public or to employ them for industrial, pharmaceutical, scientific or technical purposes.

This last provision shall apply whatever may be the existing regulations in Norway for the importation of and trade in alcoholic liquors and wines of more than 14° alcoholic content.

The Norwegian Government undertakes to accord to alcoholic liquors and wines of more than 14° alcoholic content imported from France as favourable a treatment from every point of view as that accorded to products of every kind of the same alcoholic content produced in Norway or coming from any other country.

Article 3.

In respect of the above articles 1 and 2, the Norwegian Government undertake not to establish in the case of the products referred to therein (French alcohols, wines or sparkling wines) any special prohibitions, duties or super-taxes, the object of which would be to restrict the importation authorised under the preceding articles.

Article 4.

Le Gouvernement norvégien s'engage à respecter le droit aux appellations régionales de provenance qui revient aux produits vinicoles français conformément aux lois ainsi qu'aux décisions administratives prises conformément à ces lois et aux jugements rendus en application de ces lois qui lui seront notifiés par le Gouvernement français et qui déterminent ou réglementent le droit à une appellation régionale pour tous ces produits ou les conditions dans lesquelles l'emploi d'une appellation régionale peut être autorisée. Il interdira l'importation, l'entreposage, l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits vinicoles portant des appellations régionales contrairement aux lois et décisions régulièrement notifiées par le Gouvernement français.

La notification pourra viser notamment :

1. les appellations régionales de provenance ;
2. la délimitation des territoires auxquels s'appliquent ces appellations ;
3. la procédure relative à la délivrance du certificat d'origine régionale.

La saisie des produits incriminés aura lieu, soit à la diligence de l'administration des Douanes, soit à la requête du Ministère public ou d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation de la Norvège.

Les dispositions du présent article s'appliqueront alors même que l'appellation régionale est accompagnée de l'indication du nom, du véritable lieu d'origine ou de l'expression « type », « genre », « façon », « copie », ou de toute autre expression similaire. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le vendeur norvégien mentionne, sur les récipients, outre l'appellation régionale ou de cru à laquelle le produit a droit, son nom et son adresse, en caractères plus petits. A défaut d'appellation régionale ou de cru, l'indication d'origine française devra toujours figurer sur les récipients, en caractères plus apparents que toutes autres mentions.

Les dispositions du présent article s'appliqueront dès la mise en vigueur du présent arrangement. Un délai de trois mois est cependant accordé pour la vente, par des marchands au détail ou débitants, des produits achetés par eux antérieurement à la mise en vigueur de l'arrangement. A l'expiration du délai de trois mois, tout produit qui contreviendrait aux dispositions du présent article, serait, où il se trouve, passible des poursuites qui sont prévues.

Article 5.

Les déclarations¹ du 20 février 1909 et du 15 avril 1911 sont abrogées en tant qu'elles sont incompatibles avec les dispositions du présent accord et sous réserve des droits reconnus au Gouvernement norvégien par l'article 3.

Article 6.

Le présent arrangement sera mis immédiatement en vigueur sous réserve de l'approbation ultérieure par les Parlements des Hautes Parties contractantes. Il aura la même durée que la Convention commerciale du 13 janvier 1892 et sera comme elle soumis à la reconduction trimestrielle.

Fait à Paris le 23 avril 1921.

(Signé) F. WEDEL JARLSBERG.

(Signé) CATH. BANG.

(Signé) PAAL BERG.

(Signé) ARNOLD RAESTAD.

(Signé) A. BRIAND.

(Signé) LUCIEN DIOR.

(Signé) O. J. STORM.

Pour copie conforme :

Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales :

(Signé) G. VON TANGEN.

¹ De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome V, page 455.

Article 4.

The Norwegian Government undertakes to recognise the regional appellations of origin to which French wine-products are entitled in accordance with the laws in force, with administrative decisions reached in conformity with these laws, and the judicial opinions given regarding the application of these laws which shall be communicated to it by the French Government and which determine or regulate the right to a regional appellation for all these products or the conditions under which the use of such regional appellation may be authorised. It will forbid the importation, storage and exportation, as well as the manufacture, distribution and sale or offering for sale of wine-products bearing regional appellations which are not in conformity with the laws and decisions regularly communicated by the French Government.

The notification may refer to :

- (1) regional appellations of origin ;
- (2) delimitation of the territories to which these appellations apply ;
- (3) formalities for the issue of regional certificates of origin.

Products which are not in conformity with the regulatory shall be seized either at the request of the Customs administration or upon the demand of the Ministry or person concerned, whether the latter is an individual or a Company, in conformity with Norwegian legislation.

The provisions of the present Article shall also apply when the regional appellation includes an indication as to the name of the true place of origin or the expression "type", "genre", "façon", "copie", or any other similar expression. This provision shall not prevent the Norwegian seller from mentioning on the receptacles in addition to the regional appellation or designation of vintage (cru) which the product is entitled to bear, his name and address in smaller lettering. If there is no regional appellation or designation of vintage, a label showing of the French origin must always appear on the receptacle in more striking lettering than that of any other description.

The provisions of the present Article shall apply as soon as the present Agreement comes into force. A period of three months, however, shall be allowed to retail wine merchants or store-keepers to sell products bought by them before this Agreement comes into force. After the three months have elapsed, the possession of produce which does not conform to the provisions of the present Article shall render the possessor liable to prosecution as provided for, wherever such produce may be.

Article 5.

The Declarations of February 20, 1909¹, and April 15, 1911², are abrogated as being incompatible with the provisions of the present Agreement, except in so far as regards the rights granted to the Norwegian Government under Article 3.

Article 6.

The present Agreement shall enter into force immediately subject to the condition that it is finally approved by the Parliaments of the High Contracting Parties. It shall remain in force for the same period as the Commercial Convention of January 13, 1892, and shall be subject to quarterly prolongation in the same manner as the above-mentioned Convention.

Done at Paris on April 23, 1921.

(Signed) F. WEDEL JARLSBERG.	(Signed) CATH. BANG.	(Signed) PAAL BERG.
(Signed) ARNOLD RAESTAD.	(Signed) A. BRIAND.	(Signed) LUCIEN DIOR.
	(Signed) O. J. STORM.	

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 102, page 425.

² British and Foreign State Papers, Vol. 105, page 621.

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Au moment de conclure la Convention relative au régime des vins et spiritueux, le Gouvernement français et le Gouvernement norvégien, désireux d'éviter tout litige qui pourrait résulter de l'application de la dite Convention ont cru utile de préciser les points ci-après :

1. En ce qui concerne l'application de l'article premier, il est entendu que pour les vins de Sautes et de Bourgogne si, dans certaines années, ils dépassent la teneur de 14° d'alcool, les deux gouvernements se mettront d'accord pour fixer une tolérance.

2. En ce qui concerne l'article 2, le Gouvernement norvégien déclare que, dans le cas où l'importation des alcools et des vins titrant plus de 14° serait soumise à un régime de prohibition, il sera importé en Norvège, pendant la durée de l'arrangement, pour des usages médicaux, techniques ou scientifiques, une quantité annuelle minima de quatre mille hectolitres d'alcools ou de vins titrant plus de 14° d'alcool, originaires et en provenance de France et que, au cas où l'importation de ces produits serait réservée à un monopole d'Etat ou contrôlée par l'Etat, il sera prescrit à ce dernier de pourvoir à l'importation de ladite quantité des boissons susmentionnées.

La quantité ainsi fixée ne préjuge en rien des dérogations qui pourront être accordées pour les alcools non comestibles.

3. En ce qui concerne l'application des articles 1 et 2, il est entendu qu'aucun obstacle ne sera mis en Norvège à l'introduction des échantillons nécessaires soit aux représentants ou commerçants voyageant pour le compte de maisons françaises, soit dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour les commerçants et représentants aux agents locaux de ces maisons françaises, et expédiés par les producteurs ou commerçants français aux dits représentants, commerçants ou agents locaux.

4. En ce qui concerne l'article 3, il est entendu qu'au cas où l'importation des vins légers ou celle des vins forts et des alcools serait réservée à un monopole d'Etat, le dit monopole ne serait autorisé à imposer aux affaires traitées par lui aucune redevance autre que le recouvrement de ses frais et un bénéfice commercial équitable.

5. Au bénéfice de la Convention relative aux vins et spiritueux, le Gouvernement norvégien s'engage à ne pas appliquer aux importations de produits originaires et en provenance de France, qui seront nominativement spécifiés par le Gouvernement français, les prohibitions édictées par lui jusqu'à ce jour. Si, dans l'avenir, le Gouvernement norvégien interdisait l'importation d'autres produits, des échanges de vues seraient immédiatement institués entre les deux Gouvernements, pour aviser aux moyens de ne pas entraver le commerce entre les deux pays.

Cette dérogation générale durera tant que la Convention de 1892 et l'arrangement relatif aux vins et spiritueux resteront en vigueur.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé.

Fait à Paris, le 23 avril 1921.

(Signé) F. WEDEL JARLSBERG.

(Signé) CATH. BANG.

(Signé) PAAL BERG.

(Signé) A. BRIAND.

(Signé) ARNOLD RAESTAD.

(Signé) O. J. STORM.

(Signé) LUCIEN DIOR.

Pour copie conforme :

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales :*

(Signé) G. VON TANGEN.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of concluding the Convention concerning the wine and spirit trade, the French Government and the Norwegian Government, being desirous of avoiding all disputes which may arise regarding the application of the said Convention, have thought it desirable to define the following points :

(1) Regarding the application of Article 1, it is understood that in the case of Sauternes and Burgundies, if in certain years their alcoholic content is greater than 14°, the two Governments shall reach an agreement for their acceptance.

(2) Regarding Article 2, the Norwegian Government declares that in case the importation of alcohols and wines of more than 14° alcoholic content is prohibited, there shall be imported into Norway for the duration of the Agreement and for medical, technical or scientific uses an annual minimum quantity of 4,000 hectolitres of alcohols or wines of more than 14° alcoholic content, produced in and coming from France, and that in case the importation of these products is reserved as a State monopoly or is subject to State supervision, the State shall be bound to import the said quantity of the above-mentioned liquors.

The quantity fixed above shall not in any way adversely affect any special exceptions which may be granted in the case of alcohol not for drinking purposes.

(3) Regarding the application of Articles 1 and 2 it is understood that in Norway no obstacle will be placed in the way of the introduction of samples required either by representatives or traders travelling for French firms or under the same conditions as laid down in the case of traders and representatives accredited to local agents by these French firms, and consigned by the French producers or traders to the said representatives, traders or local agents.

(4) Regarding Article 3 it is understood that in case the importation of light wines or of heavy wines and alcohols is reserved as a State monopoly, the monopoly will not be authorised to levy on business transacted by it any charge other than that required for covering its expenses and realising a fair profit.

(5) In respect of the Convention concerning wines and spirits, the Norwegian Government undertakes not to apply to importations of produce prepared in and coming from France which are specified by name by the French Government, any prohibitions which the Norwegian Government has promulgated to date. If in the future the Norwegian Government forbids the importation of other products, the two Governments shall immediately proceed to an exchange of views in order to determine what steps can be taken to prevent any interference with this trade between the two countries.

This general exception shall remain in force as long as the 1892 Convention and the Agreement concerning wines and spirits shall remain in force.

In faith whereof the plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Paris on April 23, 1921.

(Signed) F. WEDEL JARLSBERG.

(Signed) CATH. BANG.

(Signed) PAAL BERG.

(Signed) A. BRIAND.

(Signed) ARNOLD RAESTAD.

(Signed) O. J. STORM.

(Signed) LUCIEN DIOR.

